



ENQUÊTRICE OU ENQUÊTEUR JEUNESSE

Offre d'emploi : SE-21-14

Direction : Protection et promotion des droits de la jeunesse

Statut : Emploi temporaire à temps complet pour une période d'un (1) an

Type de poste : Personnel syndiqué

Nombre d'heures par semaine : 35

Ville : Montréal

Salaire minimum : 48 140 \$

Salaire maximum : 86 417 \$

Maximum à l'embauche : 67 808 \$

Début de l'affichage : 14-05-2021

Fin de l'affichage : 30-05-2021

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse souscrit à un programme d'accès à l'égalité et les candidatures des membres des groupes visés (les femmes, les minorités visibles, les minorités ethniques, les Autochtones et les personnes handicapées) sont encouragées. Si vous êtes une personne handicapée, vous pouvez recevoir de l'assistance pour des mesures d'adaptation pour le processus de présélection et de sélection.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse a été constituée en 1976 par la Charte des droits et libertés de la personne. Son nom et sa mission actuels proviennent de la fusion, en 1995, de la Commission des droits de la personne et de la Commission de protection des droits de la jeunesse. Nous sommes un organisme indépendant du gouvernement et nous remplissons notre mission au seul bénéfice des citoyens et dans l'intérêt du public. Nous veillons à la promotion et au respect des droits énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne du Québec. Nous veillons aussi à la protection de l'intérêt de l'enfant et au respect des droits qui lui sont reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse et par la loi sur le système de justice pénale pour adolescents. De plus, nous veillons à l'application de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics.

Faites partie d'une équipe dynamique et engagée qui vous offrira des défis stimulants et des expériences professionnelles diversifiées.

Exigences essentielles

Détenir un premier diplôme universitaire terminal dont l'obtention requiert un minimum de seize (16) années d'études en sciences juridiques, humaines ou dans toute autre discipline appropriée dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Est également admise ou admis une candidate ou un candidat qui a un nombre d'années de scolarité inférieur à celui exigé au paragraphe précédent, à la condition qu'elle ou il compense chaque année de scolarité manquante par deux (2) années d'expérience pertinente; toutefois, la candidate ou le candidat doit détenir au moins un certificat d'études secondaires équivalant à une onzième (11e) année ou à une cinquième (5e) année du secondaire ou une attestation d'études dont l'équivalence est reconnue par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dont l'équivalence est reconnue par l'autorité compétente.

Et posséder deux (2) années d'expérience pertinente aux attributions.

Description du poste

Sous l'autorité de la directrice ou du directeur de la direction de la protection et de la promotion des droits de la jeunesse (DPPDJ), la ou le titulaire du poste assure la défense et la promotion des droits reconnus aux enfants par la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ) et la *Loi sur le système de justice pénale pour adolescents* (LSJPA) conformément à la procédure de traitement des demandes d'intervention de la Commission en matière jeunesse. Ainsi, elle ou il effectue des enquêtes qui se traduisent notamment par une première étape d'évaluation visant à documenter la situation, à orienter le dossier et à explorer la possibilité de convenir d'une entente pour régler la situation. Une autre étape de l'enquête consiste à communiquer un rapport factuel résumant les témoignages recueillis et les faits constatés au mis en cause et de soumettre éventuellement un rapport final d'enquête au comité des enquêtes.

Plus particulièrement, la ou le titulaire du poste a comme tâche, de façon non limitative de :

- Faire enquête dans les matières relevant de la compétence de la Commission, en recueillant les faits pertinents au dossier que ce soit sur demande ou à l'initiative de la Commission, et ce, dans le respect de l'équité procédurale;
- Vérifier, dans le cadre de ses interventions, s'il y a lésion de droits en application de la LPJ ou de la LSJPA;
- Établir les principaux enjeux et les problématiques que soulèvent les dossiers;
- Faciliter au besoin les échanges dans le but d'en arriver à un règlement, et ce, dans le respect des droits reconnus par la LPJ et la LSJPA;
- Convenir d'une entente, d'un règlement ou de la correction nécessaire à la situation d'un enfant ou des enfants;
- Déposer des rapports factuels et des rapports finaux dans les délais requis;
- Rédiger des rapports en faisant état des faits recueillis, de l'analyse de la preuve incluant les recommandations et correctifs proposés ou les règlements obtenus ainsi que le suivi des recommandations du comité des enquêtes;
- S'acquitter de ses obligations à l'égard du système de gestion informatique des dossiers (CLIC_MARC);
- Participer aux réunions d'équipe et à des comités d'étude de dossiers;
- Accomplir toute autre tâche connexe ou mandat particulier confiés par sa directrice ou son directeur et compatible avec l'emploi.

Profil recherché

Connaissances

- Très bonne connaissance de la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ) et de la Loi sur le système de justice pénal pour les adolescents (LSJPA);
- Bonne connaissance des processus en LPJ et en LSJPA, des orientations ministérielles, de la Convention relative aux droits de l'enfant, des règlements et des Guides de pratiques en matière jeunesse;
- Bonne connaissance des mandats de la Commission et de leurs applications; des avis et des orientations de la Commission en matière jeunesse et en charte ainsi que des lois, règlements et politiques applicables en matière jeunesse;
- Bonne connaissance des théories et des principes en communication, en techniques d'entrevue et de persuasion ainsi que les techniques d'analyse pour obtenir de l'information documentaire et la traiter selon les mandats de la Commission.

Capacités/habilités

- À appliquer des méthodes de résolution de conflits;
- À travailler directement et efficacement avec la clientèle et les organismes dédiés aux services à la jeunesse;
- À travailler dans un cadre de gestion axé sur les résultats;
- À utiliser la suite Microsoft Office dont principalement Word;
- À travailler avec un système informatique de gestion de dossiers.

Qualités professionnelles

- Intérêt particulier pour les droits de l'enfant et les droits et libertés de la personne;
- Sens particulier de l'organisation et de la planification du travail;
- Aptitude à transiger avec des personnes de tous les niveaux dans les dossiers diversifiés;
- Avoir une bonne capacité de rédaction et de vulgarisation;
- Esprit d'analyse et de synthèse, sens de l'écoute et bon jugement.

Atout

La connaissance de la langue anglaise parlée et écrite.

Avantages

- Journées de vacances;
- Journées de maladie;
- Assurances collectives;
- Régime de retraite à prestations déterminées;
- Horaire flexible;
- Programme d'aide aux employés;
- Accès facile en transport collectif.

Pour soumettre votre candidature, allez sur notre site internet au www.cdpcj.qc.ca à la rubrique *Emplois*. Nous vous invitons à joindre à votre demande le questionnaire d'identification dûment complété ainsi que votre curriculum vitae **en indiquant le numéro de concours SE-21-14 au plus tard le 30 mai 2021** à 17h00.

Veillez prendre note que nous communiquerons uniquement avec les candidatures retenues.